

## 14ème législature

|  |   |  |
|--|---|--|
| <b>Question N° : 320</b>   | De <b>M. Jean-Jacques Candelier</b> ( Gauche démocrate et républicaine - Nord ) | <b>Question écrite</b>                           |
| <b>Ministère interrogé</b> > Économie et finances  |   | <b>Ministère attributaire</b> > Économie         |
| <b>Rubrique</b> > politique économique   | <b>Tête d'analyse</b><br>> entreprises  | <b>Analyse</b> > nationalisations. perspectives. |
| Question publiée au JO le : <b>03/07/2012</b><br>Date de changement d'attribution : <b>18/05/2017</b><br>Date de renouvellement : <b>14/01/2014</b><br>Date de renouvellement : <b>09/09/2014</b><br>Question retirée le : <b>20/06/2017</b> (fin de mandat) |   |  |

### Texte de la question

M. Jean-Jacques Candelier interroge M. le ministre de l'économie et des finances sur la nécessité de nationaliser une très large partie de l'économie française. Le 27 avril 2011, le Gouvernement précédent avait présenté en conseil des ministres une communication relative à la politique de l'État actionnaire, mais n'avait pas été au bout de la logique permettant une véritable politique industrielle. Une gestion de long terme des entreprises stratégiques est indispensable, ce que ne permet pas l'actionnariat privé. Par ailleurs, les partenariats peuvent ainsi être renforcés, comme entre EDF et Areva, et nous sommes ainsi en mesure de faire émerger des *leaders* de marché, comme l'ingénieur Systra. Autre avantage, L'État actionnaire porte une attention particulière aux politiques de ressources humaines menées par les entreprises de son périmètre. Il est également attentif à la rigueur et au professionnalisme des décisions en matière de nomination et de rémunération des dirigeants mandataires sociaux des entreprises dans lesquelles il détient une participation. Face au saccage et au sabotage actuel de l'économie, face à l'anarchie du marché et aux abus dont sont responsables les actionnaires privés, il lui demande si les arguments développés ne plaident pas en faveur d'une nationalisation large de l'économie française dans les secteurs essentiels que sont la santé, l'eau, la finance, les transports, le logement, l'énergie, la grande distribution, les médias et la grande industrie.